

# Des Universités populaires : pour quels usages des savoirs ?

Par Joackim REBECCA

## *Présentation*

Des Universités hors de l'Université publique ? Des lieux alternatifs de production et d'appropriation de savoirs critiques ? La production de champs autonomes de savoirs comme le souhaitait Bourdieu ? L'essor des Universités populaires en France ouvre un champ de questionnements et de pratiques.

Car héritières des mouvements ouvriers et de l'éducation populaire, les Universités populaires (UP) connaissent depuis une dizaine d'années un regain d'actualité et un développement important. Depuis 2002 et la création de l'UP de Caen par le philosophe Michel Onfray, cette mouvance d'expériences a diversifié ses ramifications : Lyon, Roubaix, Clermont-Ferrand, Ris-Orangis, Nîmes, la Dyoniversité, Bordeaux ou encore celle de Paris 8. Ces UP se distinguent de celles plus traditionnelles qui avaient perduré en France, notamment dans le sillage du christianisme social et de celles créées dans les années 80.

## *Esquisse d'une socio-histoire*

Les UP ont une histoire ancienne en France, au moment de l'affaire Dreyfus. Georges Deherme, ouvrier anarchiste typographe, collaborateur de diverses revues, nourri du positivisme d'Auguste Comte et des lectures de Proudhon, rêve d'inventer un espace social favorisant la mise en place de solidarités et la promotion des ouvriers. La première UP est ainsi inaugurée à Paris en octobre 1899 sous le nom de la Coopération des idées. De nombreuses UP vont ainsi voir le jour et connaître un essor fulgurant : en 1905 on en compte plus de deux cents cinquante dans tout le pays. C'est que l'enjeu est d'importance : il s'agit tout bonnement de la première tentative d'envergure d'éducation des adultes. L'engagement des intellectuels est alors collectif. L'universitaire n'est plus confiné à son enceinte, son engagement est avant tout un « déplacement de la scène privée à la scène publique » comme le souligne l'historien Lucien Mercier. L'objectif est clair : il s'agit de diffuser un savoir critique au plus grand nombre, pour connaître la vérité et ainsi se révolter. Mais ce mouvement fut de courte durée. La première guerre mondiale n'est pas l'explication principale de l'arrêt brutal des UP. C'est qu'elles deviennent des lieux de propagande, idéologiques et non plus des lieux d'échanges, de questionnements et donc de conflits comme le pensait le philosophe Alain. Elles n'étaient plus « polyglottes », elles avaient perdu leurs bouillonnements d'idées selon Michel Onfray. S'en suivent des querelles entre intellectuels et ouvriers, une coopération qui s'effrite au fil du temps. Ces derniers dénoncèrent le manque de considérations des intellectuels à légitimer les savoirs de la classe ouvrière. En 1910, elles ont quasiment toutes disparues. Les ouvriers vont désertier progressivement ces lieux de productions de savoirs.

Tout au long du vingtième siècle, on perçoit, ici et là, des tentatives timides de créations d'UP<sup>1</sup>. Elles étaient semblables aux autres pratiques d'éducation populaire du moment, c'est à

---

<sup>1</sup> Dans l'entre-deux guerres la renaissance de certaines de ces associations, comme ce fut le cas à Bourges, se fait avec une orientation politique et syndicale plus marquée : dans un contexte de forte effervescence militante pré-Front populaire, la philosophe Simone Weil lance un appel « pour la création d'une université ouvrière ». La réunion constitutive de cette université ouvrière a lieu le 24 janvier 1936, et les premiers cours dès février 1936. Mais le second conflit mondial entraîna une nouvelle coupure, avec son lot de disparitions des universités populaires.

dire à des pratiques d'institutionnalisation à partir d'un fort volontarisme étatique, et ce, dès 1936. L'idée de transformation sociale s'atténuait au profit des temps occupationnels ou de loisirs. Dans les années 80, une association sous le nom d'AUPF (Association des Universités Populaires de France) entend fédérer les Universités populaires qui se créent lors de cette décennie. On y trouve les Universités Pour Tous, les Universités du Temps Libre ou encore les Universités du 3<sup>ème</sup> âge. Certaines gardent uniquement le sigle UP. Pour le philosophe Miguel Benasayag, ces Universités populaires proposent des « services pour des consommateurs de loisirs ».

### ***Choix de l'étude :***

A ce jour, l'AUPF reste le réseau le plus important des Universités populaires. Elles se préoccupent davantage de formation permanente et qualifiante ou d'activités ludiques. On vous proposera des conférences sur des thèmes qui diffèrent d'une semaine à l'autre, des ateliers du « mieux être » au « relooking », du golf, ou la préparation aux concours paramédicaux (<http://www.universitepopulaire.fr>).

Ces UP ne feront pas partie de cette étude. Ce qui nous intéresse dans ce travail de recherche, ce sont les Universités populaires créées après 2002, dans le sillage ou non de l'UP de Caen. Ce choix est lié au résultat d'observations et de recherches montrant une dimension *politique* et critique clairement affichée de ces Universités populaires. C'est à cet égard que nous avons choisi de les nommer « Universités populaires alternatives ». Leur nouveauté ne se situe pas dans le rapport à la temporalité. Elle réside davantage dans leurs configurations alternatives aux UP de l'AUPF. Par rapport à la partie socio-historique, ces UP nous paraissent être dans une continuité des UP de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle (critique du capitalisme et émancipation par le savoir critique). Il faudrait, dans ce cas, parler davantage de « nouveau ».

### ***Des UP non-uniformes***

Ces nouvelles UP se regroupent en plusieurs réseaux (formalisés ou implicites) ou alors sont indépendantes. En marge de l'AUPF, elles convergent selon des critères fondamentaux : gratuité totale, libre accès, diffusion ou co-construction de savoirs et ne délivrent aucun diplôme pour une grande majorité. Les acteurs conçoivent leur engagement dans une démarche souvent qualifiée de militante et les actions des UP ont une visée d'émancipation individuelle et collective, notions régulièrement évoquées par les protagonistes.

C'est le cas du réseau « alternatif et indépendant », créé suite à l'initiative de Michel Onfray. Les recherches montrent une place importante occupée par les philosophes, les sociologues et des acteurs des sciences de l'éducation. On y prône un « élitisme pour tous » pour reprendre la célèbre citation de Vitte. Dans *L'Université sans condition*, Jacques Derrida propose un programme philosophique, juridique et éthique à l'Université. Si celle-ci se révélait défaillante, il conviendrait de mettre en œuvre un tel programme hors les murs. Les universités populaires, créées dans le sillage de celle de Caen, assument les considérations de Jacques Derrida sur le rôle de la parole professorale, sur le partage de savoirs construits et éthiques, sur la constitution de réseaux d'amitié. On entend diffuser des savoirs critiques, c'est à dire autres que ceux véhiculés à l'Université qui restent « le choix des dominants au service du système libéral » pour M. Onfray. Ces UP proposent des cours alternatifs sous le mode des cycles d'enseignement. Par exemple, Michel Onfray y enseigne une contre-histoire de la philosophie (celle des hédonistes, des libertins baroques, des féministes, ...etc.). Ces

acteurs aiment définir leur Université populaire à la croisée de l'Université académique et du café citoyen. Ils souhaitent s'inspirer de la rigueur du travail intellectuel produit par l'Université en gardant le modèle du cycle d'enseignement tout en rejetant son caractère sélectif qu'engendrent les examens et les diplômes. Quant au café citoyen, c'est de sa forme « conviviale » qu'ils disent être séduits.

Un autre réseau s'est créé récemment sous le nom d'UPLS (Université Populaire-Laboratoire Social) animé entre autres par Miguel Benasayag. Ces UPLS souhaitent légitimer les « savoirs populaires », ces « savoirs assujettis » selon l'expression de Michel Foucault en *reterritorialisant* le savoir. Elles créent pour cela des *groupes de recherche populaires*. Pour ces acteurs, le savoir ne peut, par le seul développement de la « conscience » des hommes et des femmes, devenir une arme d'émancipation. Leur objectif n'est donc pas d'apporter un savoir au peuple, mais de construire des « savoirs concrets » qui émergent de situations concrètes vécues par les personnes rencontrées (travail, école, hôpital, prisons...). La jeune UP de Ris-Orangis en est l'archétype, après quelques essais comme l'UP de la cité des 4000 à la Courneuve ou celle du quartier de la Croix Rouge à Reims.

L'Université Populaire et Citoyenne de Roubaix envisage la production de savoirs sous des modalités différentes. Ce troisième terme ajouté à ceux d'Université et de populaire montre la volonté d'une contre-expertise que peuvent exercer les citoyennes et citoyens à l'échelle d'un territoire identifié. Dans cette « UPC », se créent des ERAS (Equipes de Recherche-Action Sociale) composées d'acteurs au profil hétérogène dont figure un ou plusieurs élu(e)s de collectivités territoriales. La présence de ces dernier(e)s impliquent le questionnement des choix politiques sur les questions de société traités dans les ERAS, en vue d'un arbitrage collectif dont les citoyen(ne)s auraient leur « mot à dire ». L'UPC de Marseille travaille sur cette même démarche.

Il existe également des UP indépendantes ne figurant dans aucun réseau comme l'UP de Clermont-Ferrand ou la Dionyversité. Ces UP assignent une posture politique voire idéologique. La dionyversité, UP créée par des militants anarchistes de longue date en Seine-Saint-Denis, parie sur la diffusion de l'idéologie de cette philosophie politique pour l'acquisition d'un véritable savoir critique.

Les UP d'ATD (Aide à Toute Détresse) Quart-Monde, organisation qui se préoccupe de personnes en grande pauvreté (les 1ères furent créées en 1972), veulent, quant à elles, redonner de la dignité par le savoir en reconnaissant, dans un premier temps « les savoirs expérientiels » de ces personnes, ce savoir issu « de la vie » comme le souligne Geneviève Tardieu, permanente de l'UP ATD de Paris.

Des collectivités territoriales ont aussi recours à l'expression « Université populaire ». C'est le cas par exemple du Conseil Général Val de Marne, « l'Université populaire de l'eau et du développement durable » qui vise une éducation citoyenne et écologique.

Qu'y a-t-il de commun entre ces « nouvelles » Universités populaires ? Le souci de diffusion de connaissance, d'une construction de savoirs critiques dans une modalité démocratique, en favorisant l'accessibilité à des publics diversifiés ? Le souci d'une formation qualifiante, voire diplômante, n'est pas le fait de ces UP. Celles de l'AUPF s'en soucient, mais pas les nouvelles UP. En effet, pour Onfray, le savoir y est vu comme une construction de soi et non comme une signature sociale. Miguel Benasayag, quant à lui, invite les UP à créer des savoirs libertaires, loin des demandes du marché de l'emploi et s'échappant des sociétés

*biopolitiques*, concept qu'il emprunte à Foucault. C'est donc le rapport à l'institution qui est ici posé. Toutefois certaines Universités populaires en marge de l'AUPF, comme l'UP de Bruxelles ou l'UP de Paris 8 créée plus récemment, proposent des formations qualifiantes voire des diplômes universitaires issues de l'éducation populaire. Ce rapport à l'institution est davantage entendu comme la reconnaissance de savoirs critiques plutôt qu'une réponse à la demande du marché de l'emploi.

### **Questionnements / Enjeux**

Les premières études donnent lieu à plusieurs questionnements : Peut-on comprendre l'émergence de ces UP comme l'émergence d'un « mouvement » (au sens de contre-pouvoir), et cela comme on a pu parler d'un mouvement des café-philo ? Les premières observations montrent des différenciations entre UP et réseaux d'UP. Au delà de ces différenciations, s'agit-il d'une pratique d'éducation populaire qui viendrait reformuler le genre sous de multiples modalités ? Y-a-t-il un souhait, un projet d'envergure à (re)positionner l'éducation populaire dans sa mouvance critique et politique ? Dans quelle mesure cette notion d'Education populaire s'en trouve réinterrogée ? Les UP sont-elles « universitaires » par la qualité des savoirs dispensés, par le souhait d'une construction critique ou parce qu'elles contestent à l'Université le monopole du savoir ?

On s'interrogera sur les acteurs des UP. Quelles sont les caractéristiques sociales, biographiques et politiques des créateurs des UP mais également des participants, des « upistes » comme ils se nomment ? Comment comprendre la polysémie du terme « populaire » ? « Populaire » parce qu'ouvertes en droit à tous ou par le public visé ? Sont-elles des espaces instituant des possibles coopérations entre des acteurs aux logiques différentes ? Si oui, trouve-t-on des tensions entre les différents savoirs ? Le volontariat d'un public sans demande d'utilité professionnelle acte-t-il une tentative de rupture avec la société marchande et les industries culturelles ? Concernant la finalité de ces UP, des valeurs qu'elles portent, s'agit-il d'émanciper par la connaissance (mais Foucault a montré qu'un nouveau type de savoir pouvait donner lieu à une nouvelle forme de pouvoir) ? Quel sens donner à cette émancipation dans le reflux de l'Education populaire depuis le début des années 80 ? Et quels sont les types de savoirs enseignés ou construits ? Académiques ou critiques, universitaires ou d'expériences ? L'équilibre entre la reconnaissance qu'il y a bien des savoirs à transmettre et l'ouverture à la critique permet-il de constituer ce que Pierre Bourdieu appelait des « champs » autonomes de production de savoirs ? Ou au contraire, la *reterritorialisation* des savoirs, c'est à dire la construction de savoirs liée aux problématiques que rencontrent les acteurs, permet-elle de développer une puissance d'agir ? C'est l'usage des savoirs qui est ici interrogée. Quelles sont les méthodes (empiriques, sociologiques, philosophiques) qui permettent aux acteurs d'acquérir un « savoir-pouvoir » sur leurs vies individuelles et collectives ? Beaucoup invoquent le savoir critique. Mais qu'en est-il ? Est ce qu'il permet de déceler les processus de domination, de dissimulation, de pouvoir ou plutôt d'émettre des hypothèses sur l'autonomie des acteurs en proposant des stratégies d'émancipation par le savoir, qui plus est, dit critique ? Est ce que cette dualité permet-elle de remplir les conditions d'une « sociologie de l'émancipation », comme nous y invite Luc Boltanski dans son ouvrage « De la critique » ?

Plus largement, le sens de cette floraison des UP ne peut être compris sans une interrogation du sens politique que peut prendre l'action des UP.

## *La dimension politique*

Philippe Corcuff, sociologue et co-créateur des UP de Lyon et Nîmes, affirme que les UP participent à la « reconstruction d'une gauche en crise » dans son versant expérimental. Michel Onfray s'attarde davantage sur la notion de « micro-résistance » quand Miguel Benasayag y voit des formes concrètes de « contre-pouvoir ».

Les UP dénoncent majoritairement le caractère inégalitaire et aliénant du capitalisme. S'agit-il de construire une critique *populaire* (au sens du plus grand nombre) contre le capitalisme ? Mais comme le montrent Boltanski et Chiapello dans leur ouvrage « Le nouvel esprit du capitalisme », la critique contre le capitalisme est vulnérable du fait de son appropriation par le capitalisme. Ce dernier tire une partie de sa force dans sa capacité à intégrer dans ses fondamentaux les critiques qui lui sont proférées. Les critiques de Mai 68 en sont le parfait exemple. Elles marquent la diffusion générale des idées véhiculées par la critique sociale menée par le milieu ouvrier (dénonçant un capitalisme générateur de misère et d'inégalité chez les travailleurs) et par la critique artistique menée par les universitaires (dénonçant le capitalisme comme facteur d'oppression s'opposant à la créativité, à la liberté et à l'autonomie). C'est notamment grâce à la récupération de la critique artiste que le capitalisme s'est revivifié. La critique demandait la délivrance d'un système oppressant, il y a bien eu une meilleure autonomie mais au prix d'un renforcement de l'autocontrôle et surtout de la détérioration de la sécurité et de l'emploi dans une nouvelle organisation du travail, flexible, mobile, internationalisée. Il semble que l'absence de relais au sein du grand public eut une importance tout aussi capitale dans l'impasse critique de l'époque.

Pour les UP, quelle importance est donc donnée à l'élargissement de leurs actions auprès d'un public le plus divers possible ? On devine le développement du propos à partir du deuxième terme, « populaire », lourd de sens, de valeurs et agité d'utopies.

Peut-il se dessiner une nouvelle critique artistique à travers ces UP ? Leur fonctionnement permet-il des possibles coopérations dans lesquelles ces deux critiques (sociales et artistes) se rencontrent, même de manières conflictuelles ?

Ces UP, inscrites dans des réseaux et méthodes différenciés mais avec des perspectives semblables quant aux usages des savoirs, contestent un monopole académique et managérial des savoirs, de leurs usages et de leur transmission et leurs acteurs s'engagent dans cette contestation. Il devrait s'y dévoiler des figures d'engagement, non seulement contestatrices, mais produisant de nouveaux rapports aux savoirs et à la critique.

Mais comment le savoir, historiquement présenté par l'idéologie des Lumières, mais devenu un pouvoir de domination, peut (re)devenir un pouvoir d'émancipation ?

Le savoir, par sa supériorité sur l'ignorance, est l'un des supports du pouvoir. Il a un pouvoir d'intelligibilité du réel, considéré par les Lumières comme un pouvoir d'émancipation des esprits par la sortie de l'obscurantisme, base de l'éducation d'un homme libéré de la minorité (Kant) et d'un citoyen éclairé. Sa rationalité est aussi gage d'un pouvoir praxéologique, par son efficacité technique, vantée par le positivisme scientifique au 19<sup>ième</sup>, et le capitalisme moderne par la rentabilité économique de la rationalisation des coûts.

Mais si le savoir, par son registre épistémologique, est du côté de la connaissance, il a aussi une fonction idéologique. Il donne de la reconnaissance sociale aux savants, consacre l'expertise comme aide à la décision (notamment économique et politique).

Il y a un donc un « gain de pouvoir à être supposé savoir », se réclamer du savoir, s'appuyer sur des savoirs et des savants, car le savoir fait autorité : on a la vérité de son côté, qui fait

taire l'ignorance, l'erreur et le doute. Et il est difficile de contester la vérité. Le pouvoir se pare donc du savoir pour faire taire les opposants et dominer. Le savoir est en ce sens un pouvoir symbolique de domination, comme l'ont bien analysé Bourdieu et Foucault. On a intérêt quand on est au pouvoir (en particulier quand il se dit démocratique) d'avoir de son côté le savoir, pour surdéterminer son autorité et sa légitimité.

Mais on a aussi intérêt à savoir quand on est dominé, pour s'émanciper : telle est la fonction émancipatrice que veulent bien se donner les UP, diffuser et/ou s'approprier des savoirs critiques. On peut entendre par savoir critique un savoir qui déconstruit les processus de pouvoir, de dissimulation (d'où l'intérêt par exemple de la sociologie et de la science politique), et/ou qui développe l'aptitude à penser par soi-même (d'où l'intérêt de la philosophie).

Mais pour « l'agir » ? Quel savoir permet une réappropriation de la puissance d'agir (pour reprendre un concept spinoziste) ?

Au Pavé, nous envisageons la production de savoirs sous ses aspects multiples et conflictuels, celle qui relève de la *mise en tension* des savoirs dits expérientiels, militants, théoriques et critiques avec le souci de ne pas les hiérarchiser.

Mais cette démarche ne s'improvise pas. S'il est possible de traduire les vécus en connaissances, de produire des savoirs théoriques et pratiques qui suscitent les engagements, il faut aussi utiliser les outils et exploiter cette production pour qu'elle devienne source de « puissance d'agir ». C'est cette dialectique permanente entre des méthodes et nos désirs politiques qui est propre à cette éducation populaire entendue comme une éducation au politique. Il est à souhaiter que les Universités populaires deviennent ces lieux de *coopération conflictuelle* pour ainsi interroger le sens politique que peut prendre leur action.

## **BIBLIOGRAPHIE (NON-EXHAUSTIVE)**

- ABSENSOUR C.**, *De la destruction du savoir en temps de paix*, Mille et une nuits, 2007.
- ACCARDO A.**, *Introduction à une sociologie critique. Lire Bourdieu*. Le Mascaret, 1998.
- ACCARDO A.**, *Le petit bourgeois Gentilhomme - Sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes*. Agone, 2009.
- BARBIER R.**, *La Recherche-Action*, Economica, 1996.
- BEILLEROT J.**, *Pour une clinique du rapport au savoir*, L'Harmattan, 1996.
- BENASAYAG M.**, *Du contre-pouvoir*, La Découverte, 2002.
- BENASAYAG M.**, *Connaître est agir*, La Découverte, 2006.
- BENASAYAG M.**, *L'éloge du conflit*, La Découverte, 2007.
- BOLTANSKI L.**, *De la critique- Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009.
- BOLTANSKI L.**, **CHIAPELLO E.**, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.
- BOURDIEU P.**, **PASSERON J.C.**, *Les héritiers-les étudiants et la culture*, De minuit, 1985.
- BOURDIEU P.**, **PASSERON J.C.**, *La reproduction*, De minuit, 1970.
- BOURDIEU P.**, *Le sens pratique*, Minuit, 1980.
- BOURDIEU P.**, *La distinction*, De minuit, 1979.
- BOURDIEU P.**, *Homo academicus*, De minuit, 1984.
- BOURDIEU P.** (dir.), *La misère du monde*, Seuil, 1993.
- BOURDIEU P.**, *Esquisse pour une auto-analyse*, Raisons d'agir, 2004.
- BOURDIEU P.**, *Langage et pouvoir symbolique*, Fayard, 2001.
- BOURDIEU P.**, **BOLTANSKI L.**, *La production de l'idéologie dominante*, Raisons d'agir, 2008.
- BROSSAT A.**, *Le grand dégoût culturel*, Seuil, 2008.
- CACERES B.**, *Histoire de l'éducation populaire*, Seuil, 1964.
- CHARLOT B.**, *Du rapport au Savoir*, Anthropos, 1997 (collection poche éducation).
- COURTOIS B.**, **PINEAU G.** (dir.), *La formation expérientielle des adultes*, La Documentation française, 1991.
- DELEUZE G.**, **GUATTARI F.**, *L'anti-oedipe- Capitalisme et Schizophrénie 1*, Minuit, 1972.
- DELEUZE G.**, **GUATTARI F.**, *Mille plateaux- Capitalisme et Schizophrénie 2*, Minuit, 1980.
- DELEUZE G.**, *Instincts et institutions*, Hachette, 1955.
- DEL REY A.**, *A l'école des compétences- De l'éducation à la fabrique de l'élève performant*, La découverte, 2010.
- DERRIDA J.**, *L'université sans condition*, Galilée, 2001.
- DURKHEIM E.**, *Education et sociologie*, Quadrige /PUF, 2009.
- DURKHEIM E.**, *De la division du travail social*, Quadrige/PUF, 2007.
- ELIAS N.**, *Engagement et distanciation*, Fayard, 1983.
- ELIAS N.**, *La société des individus*, Pocket, 1997.
- EME B.**, *Agir solidaire et publicité des conflits*, Hermès 36, p. 165-173, 2003.
- EME B.**, *Dictionnaire de l'autre économie- chap. « espaces publics »*, Gallimard, 2006.
- FOUCAULT M.**, *L'archéologie du savoir*, Gallimard, 1969.
- FOUCAULT M.**, *Les mots et les choses*, Gallimard, 1966.
- FREIRE P.**, *L'éducation pratique de la liberté*, Editions du Cerf. 1973.
- FREIRE P.**, *Pédagogie des opprimés*, Maspero, 1980.
- FREITAG M.**, *Le naufrage de l'Université- et autres essais d'épistémologie politique*, La découverte, 1998.
- GUATTARI F.**, *La Révolution moléculaire*, Recherches, 1977.
- HEBER-SUFFRIN C.**, *Echangeons nos savoirs*, La découverte, 2001.

**HEBER-SUFFRIN C., GIORDAN A.,** *Savoirs émergents- Quels savoirs pour aujourd'hui ?*, Ovadia, 2009.

**HONNETH A.,** *La société du mépris- Vers une nouvelle théorie critique*, La découverte, 2006.

**HORKHEIMER M.,** *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, 1974.

**JULLIARD J., WINOCK M.,** *Dictionnaire des intellectuels français*, Seuil, 2009.

**LAHIRE B. (dir.),** *A quoi sert la sociologie ?* La découverte, 2004.

**LAHIRE B.,** *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu- Dettes et critiques*, La découverte 2001.

**LAHIRE B.,** *L'homme pluriel*, Essai, 2006.

**LAHIRE B.,** *La culture des individus- Dissonances culturelles et distinction de soi*. La découverte, 2006.

**LE GOFF J.P.,** *La barbarie douce*, La découverte, 2003.

**LOMBARDI F.,** *La pédagogie marxiste d'Antonio Gramsci*, Edouard Privat, 1971.

**LYOTARD J.F.,** *La condition postmoderne*, De minuit, 1979.

**MARCUSE H.,** *L'homme unidimensionnel*, Minuit, 1989.

**MARX K.,** *Le Capital- Tome 1*, Gallimard, 1968.

**MARX K.,** *Le Capital- Tomes 2 et 3*, Gallimard, 1968.

**MAUSS M.,** *Sociologie et anthropologie*, Galilée, 1950.

**MERCIER L.,** *Les Universités Populaires : 1899-1914- Education Populaire et mouvement ouvrier au début du siècle*, Ouvrières, 1986.

**MIGNON J. M.,** *Une histoire de l'Education Populaire*, La découverte, 2007.

**NOIRIEL G.,** *Dire la vérité au pouvoir. Les intellectuels en question*, Agone, 2010.

**NOIRIEL G.,** *Introduction à la socio-histoire*, La découverte, 2006

**ONFRAY M.,** *La communauté philosophique- Manifeste pour l'Université populaire*, Galilée, 2004.

**PAQUOT T.,** *Utopies et utopistes*, La découverte, 2007.

**PINEAU G.,** *Accompagnements et Histoire de vie*, l'Harmattan, 1998.

**POLANYI K.,** *La grande transformation- Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983.

**POUJOL G.,** *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Ouvrières, 1981.

**PROUDHON P.J.,** *De la capacité politique des classes ouvrières- Tome 2, Notes par Maxime LEROY*, Editions du Monde Libertaire, 1977.

**RANCIERE J.,** *Le philosophe et ses pauvres*, Flammarion, 2007.

**RANCIERE J.,** *Le maître ignorant*, Fayard, 1987.

**RICOEUR P.,** *L'idéologie et l'utopie*, Seuil, 1997.

**WEBER M.,** *Le savant et le politique*, Union générale d'éditions, 1963.